

« Être radical, c'est aller à la racine des problèmes et à la hauteur des solutions »



Gene Zhang

Colère agricole, colère paysanne, colère de tous ?

Initialement publié en janvier sur Marianne.fr, cet entretien avec Pierre Bitoun s'efforce de synthétiser les raisons de la « crise » agricole et appelle à amplifier le rapport de forces avec « les lanceurs de miettes de l'État et du Capital réunis ».

Comment expliquer la mobilisation des agriculteurs ?

On est face à une nouvelle crise de l'agriculture productiviste, probablement encore plus dense et aiguë que par le passé.



Tous les ingrédients de la course sans fin à la « modernisation » (disparition des fermes, financiarisation, technicisation et normalisation croissantes du travail agricole, prix non rémunérateurs, tyrannie des industries agricoles et alimentaires et de la grande distribution, mise en concurrence sur les marchés nationaux, européens ou mondiaux, difficultés voire impossibilité à transmettre, manque de reconnaissance et perte de sens du métier, etc.) sont, comme d'habitude, à l'œuvre. Mais le processus est maintenant si accéléré, violent, mortifère qu'une part grandissante, majoritaire, des agriculteurs pris dans la spirale productiviste, perçoit désormais que c'est leur peau qui se joue. Leur peau et celle des territoires ruraux auxquels ils sont attachés.

D'où l'explosion des colères, la rébellion presque générale, à laquelle se sont joints d'autres agriculteurs qui ont depuis longtemps rompu avec ce modèle, les « paysans » de la Confédération paysanne. Et d'autres secteurs et couches de la population paraissent aussi vouloir s'y mettre. Quoi qu'il arrive, le moment fera date.

En quoi le modèle agricole est-il en cause ?

Il n'y a pas, comme je viens de le rappeler, un seul modèle mais, au moins, deux.

Celui du productivisme illimité, de l'industrialisation de l'agriculture et de l'élevage, avec ses traités internationaux de libre-échange, ses fermes-usines à généraliser, sa malbouffe déjà là et sa viande *in vitro* à venir, ses brevets sur le vivant et ses robots et, par conséquent, des profits en expansion pour les multinationales de l'amont, de l'aval et la grande distribution. Celui de « l'agriculture paysanne », prudent et solidaire, qui promet pas ou peu d'endettement, pas ou peu d'intrants chimiques, s'appuie sur la vente directe, les circuits courts et veut, simplement accompagné d'un revenu décent, la multiplication des petites fermes.

Depuis des années, les gouvernants européens et nationaux, les industriels et la grande distribution, les dirigeants de la FNSEA et des JA nous servent le discours de « l'agriculture duale », en vertu duquel ces deux agricultures pourraient cohabiter, l'une performante et exportatrice, l'autre de niche, de terroir produisant des biens de qualité pour ceux qui peuvent se les payer. Or, avec cette crise, c'est précisément cette peinture, gentille et mensongère, qui est en train d'exploser sous nos yeux. D'un côté le modèle industrialiste se manifeste clairement comme ce qu'il n'a jamais cessé d'être : une impasse à

tous points de vue, écologique, économique, sanitaire, social, humain. De l'autre, le modèle de l'agriculture paysanne ne peut réussir, seul, sans une vaste et efficace politique de soutien, à faire système, à incarner l'alternative, générale, au modèle productiviste qui n'en finit pas d'étendre sa domination et de faire mourir ses propres enfants.

La FNSEA a adressé au gouvernement une liste de 120 demandes, dont plus de moyens et la suppression des contraintes environnementales. Est-ce que le syndicat majoritaire a raison ?

Il ne faut surtout pas faire confiance à la FNSEA, aux JA, et tout particulièrement à leurs dirigeants.

D'abord, depuis un bon demi-siècle, ce syndicalisme cogestionnaire, en position hégémonique dans les organismes d'encadrement de l'agriculture, accompagne « pacifiquement » la concentration des producteurs : il contribue au tri entre ceux qui restent et ceux qui doivent partir. Le coup, ensuite, des 120 demandes, est facile à décrypter : il s'agit de faire croire aux « troupes » qu'on les défend toutes et de préparer les revendications qu'on devra « forcément » abandonner.

Enfin, qui peut croire en la parole du président de la FNSEA, Arnaud Rousseau, qui se veut le défenseur de la grande famille agricole française tout en présidant également le conseil d'administration d'Avril, l'un des plus importants groupes agro-industriels français présent dans les huiles, l'alimentation des animaux d'élevage, les agrocaburants, etc. Sans oublier son parcours initiatique dans le négoce international des matières premières agricoles, son exploitation de grande culture de 700 hectares ou ses positions répétées en faveur des OGM, des pesticides ou des mégabassines.

Se révolter contre l'UE, l'État, la grande distribution, c'est évidemment salutaire,

indispensable. Mais à quand une rébellion contre le chef ?

Comment sauver le modèle agricole français ?

Cette question, au moins dans sa formulation, me paraît trop restrictive, sectorielle, et elle a un petit accent de cocorico souverainiste qui élude l'essentiel. Je poserai donc différemment le problème.

Contrairement à l'antienne, la France n'est pas une exception et elle se trouve, à l'instar de presque tous les pays dans le monde, soumise à un capitalisme productiviste qui s'empare de l'agriculture comme des autres secteurs productifs. Sans cesse promu par les classes dirigeantes et leurs politiques néolibérales, relayé par tous ceux qui y trouvent leurs intérêts ou en sont dupes, ce capitalisme productiviste transforme tout en ressource, matériau, marchandise, et il colonise et bouleverse le moindre compartiment ou moment de nos vies, que nous soyons agriculteur, paysan ou de tout autre milieu.

Il est ainsi frappant de constater que bien des revendications portées par les agriculteurs concernent également la majorité de la population. Trop de taxes, trop de bureaucratie, pas assez d'argent pour vivre (revenus, salaire ou retraite), trop de mise en concurrence de tous contre tous, trop de précarité et d'épuisement physique et psychique, on voit là combien nous avons intérêt à nous joindre à la rébellion pour exercer la pression maximale sur les lanceurs de miettes de l'État et du Capital réunis. C'est ainsi que nous « sauvons le modèle agricole français » en nous sauvant nous-mêmes.

Pierre Bitoun
Propos recueillis par
Kévin Boucaud-Victoire

**Tou(r)s sous surveillance**

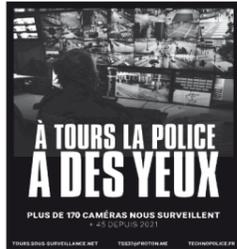
L'auteur – prononcer *J point...* – comme point de vidéo-surveillance ! – a récemment proposé à L'Antivol de publier ses écrits sur le sujet. Nous n'avons pas hésité un seul instant, vu leurs qualités tant informatives que réflexives et leurs façons de marier éclairages généraux et enquête locale, en l'espèce tourangelle. Sans oublier quelques pointes d'humour qui ne gâchent rien. Voici donc un extrait du premier volet de la série qui en comptera 5...

Il y a encore une vingtaine d'années, les personnes s'intéressant aux questions liées à la vidéo-surveillance pouvaient penser que Tours était épargnée par la frénésie sécuritaire qui s'emparait à cette époque-là d'autres métropoles françaises. De plus, la ville n'était pas connue pour son taux de délinquance élevée ou pour ses activités militantes répréhensibles (arguments pouvant servir parfois à justifier l'implantation de caméras).

Mais il s'avère que depuis, les différentes équipes municipales ont eu à cœur de combler consciencieusement ce retard. Elles pouvaient compter pour cela sur les incitations idéologiques et financières des gouverne-

ments (relayées par les préfetures) et le lobbying des entreprises commercialisant le matériel servant au vidéo-flicage.

À ce jour [juin 2023], le site de la mairie annonce toujours 106 caméras (dans les faits, il y en a plus de 170) réparties dans toute la ville (certains quartiers étant plus concernés que d'autres) et reliées à un Centre de supervision urbain (CSU, inauguré en 2017). Même si depuis l'arrivée aux affaires de la municipalité écolo, d'après un adjoint, « le nombre de caméras reste numériquement constant », il est indéniable qu'elles pululent actuellement dans le Vieux Tours, leur installation coïncidant avec la rénovation de certains secteurs (Place de la Victoire ou Place du Grand Marché).



Ainsi ce n'est plus chose aisée, dans ces zones, de boire un verre à la terrasse d'un bar sans être espionné.es par les agent.es du CSU.

Cette présence de plus en plus massive doit questionner chaque citoyenne et ci-

toyen sur les raisons politiques du recours à la vidéo-surveillance. À l'heure où l'État, à l'approche des prochains J.O., est en roue libre sur les dispositions liberticides (autorisation des algorithmes et de la reconnaissance faciale notamment), il est temps de s'opposer à cette organisation de l'espace public et d'en démanteler les infrastructures.

Le recours aux caméras de surveillance pose un ensemble de questions qui englobe des champs tels que l'écologie, l'économie ou encore la liberté de circulation (et ses corollaires que sont l'intimité voire l'invisibilité qui devraient être considérées comme des droits inaliénables).

De la Méga-Machine au Méga-Gaspillage

Outre les matériaux et l'énergie utilisés pour la construction et l'acheminement des caméras et des supports (mats en acier par exemple), la transmission et la sauvegarde des images demandent des infrastructures spécifiques et du matériel de traitement et d'archivage des données : ordinateurs puissants, écrans, serveurs, logiciels. Les caméras et le CSU, étant opérationnels H24, nécessitent donc une grande consommation d'énergie.

Que ce soit au niveau local ou national, les récentes équipes municipales écolos élues en 2020 ne se sont pas embarrasées de ces considérations pour limiter, stopper ou même supprimer la surveillance de la voie publique. Finalement, cette duplicité ne fait que mettre en exergue le vrai visage d'une écologie dénuée de toutes radicalités et compatible avec des technologies énergivores, inutiles et liberticides. Une écologie start-up nation en adéquation idéologique avec le capitalisme et le néolibéralisme.

(...) Ces technologies sont en elles-mêmes dangereuses et contiennent les germes de l'autoritarisme, du contrôle et de la répression. Mais, ce qui est encore plus dangereux, ce sont les personnes qui sont derrière les caméras (physiquement et idéologiquement). Celles qui organisent et légifèrent sur ce qu'elles doivent détecter et signaler comme étant anormal et/ou illégal.

Gardons à l'esprit qu'une technologie n'est jamais neutre. Une fois à l'œuvre, il n'y a jamais de retour en arrière.

J.

Pour lire l'intégralité de cet article et les prochains volets de l'enquête : <https://www.lantivol.com/>

BIBLIOTHÈQUE RADICALE

**Sur « Quelques lignes d'utopie » de Ludovic Frobert (Agone, 2023)**

Pierre Leroux et la communauté des « imprimeux » (Boussac, 1844-1848), sous-titre du livre, nous conduit dans la Creuse à la rencontre de Pierre Leroux, penseur du socialisme qui créa à Boussac une communauté porteuse d'un idéal : le « communionisme ».

Typographe, P. Leroux est convaincu que l'art de l'imprimerie est vecteur d'émancipation. Dès 1833, son frère Jules lance un appel aux ouvriers, compositeurs et imprimeurs à se regrouper en « associations typographiques ». En 1843, naissent les Presses de Boussac qui fonctionnent comme une imprimerie doctrinale et militante. Apparaît un périodique, *L'Éclairer*, qui cherche à diffuser les idées démocrates, socialistes dans l'Indre, le Cher, la Creuse, et à décentraliser le pouvoir politique parisien. Les lieux-dits de L'Hôpital, puis de la Creusette et des Bruyères, serviront de lieux de déploiement du communionisme, réunissant jusqu'à 80 personnes venues de toute la France. Amie de Leroux, George Sand écrit en 1845 à propos de l'imprimerie : « Voilà comment les utopies se réalisent. C'est toujours autrement et mieux. »

L'œuvre de Leroux s'appuie sur la triade des facultés humaines : la sensation, la connaissance et le sentiment. Elle doit permettre une organisation sociale basée sur l'égalité et la créativité, l'association et la solidarité. Pour y parvenir, les membres de la communauté de Boussac vont publier mais aussi concrétiser les idées de Leroux : quête de l'autosuffisance, notamment agricole et alimentaire, portée par son frère Jules ; programme d'éducation socialiste des enfants, avec le travail de Pauline Roland ; publications régu-

lières des idées par les Presses avec l'arrivée de nouveaux typographes. Pour eux, le territoire de « la science » qu'est l'organisation communioniste, pensée comme réponse pacifique à l'exploitation du prolétariat, est la commune. Il s'agit de « créer l'égalité de chacun », « l'égalité entre nous », « l'égalité parmi nous ».

Bien sûr, tout n'est pas rose chez les « imprimeux » : les problèmes récurrents d'argent, le « fichage » par le ministère de l'Intérieur, puis la « guerre aux socialistes » après la révolution de 1848, conduiront certains à l'exil et auront finalement raison de l'existence de la communauté de Boussac.

Cette « expérience d'économie égalitaire de suffisance » ne doit pas être perçue comme un énième échec communautaire, ainsi que tente de nous le faire croire l'idéologie dominante. Au contraire, elle fait montre d'une effervescence intellectuelle et collective qui rayonna bien au-delà de la Creuse et continue aujourd'hui de marquer ces terres limousines, traditionnellement de gauche.

Ainsi c'est un livre à multiples tiroirs – sur le plan des idées comme sur la vie de la communauté – que nous propose Ludovic Frobert. On peut toutefois s'interroger sur le sens de certains remerciements formulés en fin d'ouvrage. Celui-ci a pu « compter sur le soutien financier du LABEX COMOD (ANR-11-LABX-0041) de l'université de Lyon, créé dans le cadre du Plan France 2030 mis en place par l'État et géré par l'Agence nationale de la recherche », lit-on p. 221. On est là au cœur de la bureaucratie et du néolibéralisme universitaires, soit aux antipodes du paradigme lerouxien...

Ariane Randeau

LES BRÈVES DU SATIRIQUE

**Brigitte est très inquiète**

Plus le temps passe en effet, plus la question monte à l'Élysée et dans tout le pays : n'est-il pas temps de jeter le bébé et l'eau du bain ?

À mon commandement

On connaît (ou pas) les dix commandements : Tu ceci, Tu cela, Tu etc... Mais on ignore le plus souvent qu'il en existe un onzième : « Tu puniras des innocents ».

Héritage(s) du Chili d'Allende

Pour qui souhaite oublier la figure de l'idiote, mi-mou mi-salaud, actuel et veut comprendre comment se créent conscience et processus révolutionnaires (et contre-révolutionnaires, hélas...), il y a mille leçons à tirer du film documentaire de Patricio Guzmán : « La Bataille du Chili ». Ce chef d'œuvre, en trois parties (L'insurrection de la bourgeoisie, Le coup d'État militaire, Le pouvoir populaire), est en libre accès jusqu'au 15 août 2026 sur Arte, à l'adresse <https://www.arte.tv/fr/videos/116002-000-A/la-bataille-du-chili-1-3/>

Le petit nucléocrate

Jean-Marc Jancovici, qui aime le pouvoir d'État, les multinationales et un tout petit peu lui-même, était l'invité de l'émission « À l'air libre » sur Médiapart, le 11 décembre dernier. Face à l'interrogation qui servait de fil conducteur, « Le Nucléaire pour sauver le climat ? », JMJ a alterné sourires, mépris, évitements et multiplié les preuves d'un cerveau décarboné au césium 137.

Sur les déchets, il ironise : « Le risque le plus important que courent les Français, je me demande si ce n'est pas de monter et descendre les escaliers, qui doit faire quelques milliers de

morts par an ». Sur la santé des travailleurs du nucléaire, les sous-traitants en particulier, le pseudo-expert n'a pas grand-chose à dire sinon que « de très loin, le salarié le plus irradié de France, ce n'est pas un travailleur du nucléaire, c'est Thomas Pesquet. Parce que à chaque fois qu'il va dans la Station spatiale internationale, il se prend 200 millisieverts en 6 mois, c'est-à-dire vingt fois, euh pardon..., dix fois la dose maximale annuelle pour un travailleur du nucléaire ».

Enfin, à propos des accidents nucléaires, il tente un improbable retour sur Terre. Via Tchernobyl d'abord qui a constitué une « bénédiction » pour la biodiversité (l'accident « a instantanément créé une réserve naturelle où sont revenus les loutres, les castors... »), puis en direction de Fukushima, où « l'évacuation » a eu des conséquences sur la santé humaine mais pas « les rayonnements ionisants » !

Mais le meilleur passage c'est de loin celui où, se voyant contesté sur cette dernière affirmation, il s'irrite et lance en parfait petit nucléocrate : « le fond de l'affaire, c'est qui est légitime pour parler de quoi ». C'est vrai qu'on se le demande...

Ça gaze, les voleurs du libéralisme !

Avant la fin du tarif réglementé, mes frais d'abonnement au gaz (hors consommation) s'élevaient à 7,13€ HT par mois. Depuis « l'offre de marché » obligatoire, ils ont bondi à 16,98€. Sans aucun changement de compteur, de puissance, de tranche de consommation prévisionnelle, etc. Juste 138% d'augmentation, chaque mois, depuis le 1er juillet 2023. Une bonne petite explosion sociale ?